Supplément de L'Abeille.

SAMEDI, 6 MARS 1870.

Les Français à Yorktown.

En invitant le gouvernement et le peuple français à la célébration du centième anniversaire de la reddition de Cornwallis, nous nous sommes associés aux sentiments de joie et de gratitude qu'éprouvaient les Etats-Unis, à cette époque mémorable. Nous avons publié, dans le *Courrier des Etats-Unis* d'alors, la note ouverte par le secrétaire de 1783, qui avait ordonné l'érection d'un monument commémoratif rappelant le concours donné à l'armée américaine, par des forces de terre et de mer commandées par Rochambeau et de Grasse. Les événements survenus remettront sous le jour vrai par lesquels les liens intimes qui se sont établis entre les deux nations à cette époque mémorable.

A la séance du congrès du 26 octobre 1781, a été lue une lettre du général Washington, datée du 19, annonçant la reddition de l'armée britannique sous le commandement du comte Cornwallis, et accompagnant une copie de la convention relative à la capitulation. Séance tenante, sur la proposition de M. Randolph, a été votée la résolution suivante.

Résolu—Que le congrès se rendra auprès de Paul prochainement, à 2 heures, à l'église luthérienne hollandaise, et qu'après un Dieu Tout-Puissant pour avoir couronné de succès les armes alliées des Etats-Unis et de France, par la reddition de toute l'armée britannique sous le commandement du comte Cornwallis, et reconnaissant une copie de la convention relative à la capitulation. Séance tenante, sur la proposition de M. Randolph, a été votée la résolution suivante.

Résolu—Que le congrès se rendra auprès de Paul prochainement, à 2 heures, à l'église luthérienne hollandaise, et qu'après un Dieu Tout-Puissant pour avoir couronné de succès les armes alliées des Etats-Unis et de France, par la reddition de toute l'armée britannique sous le commandement du comte Cornwallis, et reconnaissant une copie de la convention relative à la capitulation. Séance tenante, sur la proposition de M. Randolph, a été votée la résolution suivante.

Résolu—Que la lettre du général Washington, en date du 19, ainsi que la correspondance échangée entre lui et le comte Cornwallis relativement à la reddition des garnisons de York et de Gloucester, et contenant les articles de la capitulation, soit envoyée à la législature de quatre membres, qui seront MM. Randolph, Benedict, Varnum et Carroll.

Résolu—Que le comité est invité à faire un rapport sur le moyen le plus propre, dans son opinion, à présenter les remerciements des Etats-Unis, assemblés en congrès, au général Washington au comte de Rochambeau et au comte de Grasse pour leur utile coopération à l'accomplissement de ce grand événement et aussi à offrir un témoignage d'estime au lieutenant-colonel Tilghman, aide-de-camp du général Washington, et porteur de ses dépêches annonçant l'heureux événement.

Ordonné—Que le secrétaire des affaires étrangères communique les présentes à l'honorable ministre plénipotentiaire de France.

Le 25 octobre, le congrès ordonne que le 13me jour du mois de décembre suivant sera désigné comme jour d'Actions de Grâces publiques dans tous les Etats-Unis, et que MM. Witherspoon, Montgomery, Varnum et Sherman forment un comité afin de préparer une proclamation convenable pour la circonstance.

Le lendemain, 26, le comité présente, et la congrès adopte un projet de proclamation dont voici quelques extraits:

L'influence de la Divine Providence s'est signalée..... en suscitant pour nous un allié puissant dans une des premières puissances européennes.....

.....A l'occasion d'une guerre dans laquelle ont été accomplis dans nos armées tant d'actes d'héroïsme couronnés de succès; particulièrement dans les Etats du Sud, nonobstant les difficultés avec lesquelles elles ont été aux prises, elles ont remporté tous les succès que l'ennemi avait envahi, qui laissaient seulement un poste ou deux au bord de la mer; dans laquelle nous avons été si puissamment et si efficacement assistés par nos alliés, en même temps que dans toutes les opérations communes, la plus parfaite harmonie a cessé de régner entre eux et nous;..... dans laquelle, après le sacrifice de nos alliés sur mer, un général de premier rang avec toute son armée a été capturé par les forces alliées sous la direction de notre commandant en chef.

Que Dieu daigne continuer et faire prospérer notre illustre allié, et fortifier nos efforts communs pour le progrès et établissement d'une paix sûre, honorable et durable!"

Dans la séance du 29 le comité auquel a été déférée par les résolutions du 24 la lettre du général Washington, et quelques autres, composé de MM. Randolph, Benedict, Varnum et Carroll, présente un rapport, concluant comme suit:

Résolu,—Que les remerciements des Etats-Unis assemblés en congrès soient offerts à Son Excellence le général Washington pour les éminents services qu'il a rendus aux Etats-Unis, et particulièrement pour la large conception du plan contre les garnisons anglaises à York et Gloucester; pour la vigueur, la précision et l'habileté militaire avec lesquelles ce plan a été exécuté, et pour la sagesse et la prudence manifestées dans la capitulation.

Que les remerciements des Etats-Unis assemblés en congrès soient présentés à son Excellence le comte de Rochambeau pour la cordialité, le zèle, le jugement et la vaillance avec lesquels il a secondé et avancé le progrès de l'armée alliée contre la garnison britannique de York.

Que les remerciements des Etats-Unis assemblés en congrès soient présentés à son Excellence le comte de Grasse pour l'habileté et la bravoure qu'il a déployées en entreprenant et défendant la flotte britannique en se dérobant à la vue de Chesapeake, et pour le zèle et l'empressement avec lesquels la flotte sous son commandement a donné le plus heureux et le plus efficace concours aux opérations de l'armée alliée en Virginie.

Que les remerciements des Etats-Unis assemblés en congrès soient présentés aux commandants et autres officiers de l'artillerie et du génie qui ont supporté des fatigues et des dangers extraordinaires dans leurs approches rapides et courageuses devant les lignes de l'ennemi.

Que le général Washington soit invité à communiquer aux autres officiers et soldats sous son commandement les remerciements des Etats-Unis assemblés en congrès pour leur conduite et leur vaillance dans cette occasion.

Résolu,—Que les Etats-Unis assemblés en congrès fassent ériger à York en Virginie, une colonne de marbre, ornée des blasons d'alliance entre les Etats-Unis et Sa Majesté très Chrétienne, et portant une inscription mentionnant brièvement la reddition du comte Cornwallis à Son Excellence le général Washington, commandant en chef des forces combinées d'Amérique et de France, à Son Excellence le comte de Rochambeau, commandant les troupes auxiliaires de Sa Majesté très Chrétienne en Amérique, et à Son Excellence le comte de Grasse, commandant en chef de l'armée navale de France dans le Chesapeake.

Résolu,—Que deux drapeaux pris à l'armée britannique en vertu de la capitulation de York soient offerts à son Excellence le général Washington au nom des Etats-Unis assemblés en congrès.

Résolu,—Que deux pièces de campagne prises à l'armée britannique en vertu de la capitulation de York, soient offertes par le commandant en chef de l'armée américaine au comte de Rochambeau, et qu'il y soit gravé une brève inscription rapportant que les congrès a résolu de les lui présenter en considération de la part illustre qu'il a prise à obtenir la reddition.

Résolu—Que le secrétaire des affaires étrangères soit invité à prier le ministre plénipotentiaire de Sa Majesté très Chrétienne d'informer Sa Majesté que le désir du congrès est qu'il soit permis au comte de Grasse d'accepter en témoignage de son approbation semblable à celui présenté au comte de Rochambeau.

Résolu—Que le bureau de la guerre soit requis de présenter au lieutenant-colonel Tilghman, au nom des Etats-Unis assemblés en congrès, un cheval convenablement équipé, comme une épée étiquette, en témoignage d'appréciation de son mérite et de sa capacité.

Sur la motion de M. Randolph, secondée par M. Benedict, le congrès adopte, le 7 novembre 1781, la résolution suivante:

Résolu—Que le secrétaire des affaires étrangères soit invité à préparer une esquisse d'semblance de l'alliance entre Sa Majesté très Chrétienne et les Etats-Unis, destinée à la décoration de la colonne ou monument qui doit être érigée dans le village de York, en vertu de la résolution du 29 octobre dernier.

En conséquence des résolutions et autres qui précèdent, la correspondance suivante a été échangée entre M. Robert R. Livingston, ministre des affaires étrangères des Etats-Unis, et Benjamin Franklin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

ROBERT R. LIVINGSTON A BENJAMIN FRANKLIN.

Philadelphie, 24 octobre 1781.—Cher ami, vous recevrez la capitulation de Cornwallis et Gloucester, par laquelle une armée anglaise de 5,000 hommes, d'artillerie aux canons, 24 drapeaux de France et d'Amérique, et 800 matelots impotents, avec 900 canons, à la marine de la Martinique Très Chrétienne.

DU MÊME AU MÊME.

Philadelphie, 16 décembre 1881.—Cher ami, j'ai une résolution du congrès ordonnant l'érection d'une colonne pour commémorer la victoire de Yorktown, je dois requérir votre assistance pour mettre cette résolution à exécution, en ce qui me concerne, en m'envoyant l'esquisse demandée, avec une évaluation des dépenses nécessaires. Je désirerais qu'elle fût de nature à faire honneur aux nations dont elle est destinée à célébrer l'union, et pour cette raison je pense que l'exécution doit en être ajournée jusqu'à ce que nos finances soient en meilleur état qu'elles ne sont à présent; mais comme cela dépend uniquement du congrès pour vendres bien me mettre à même de remplir mon devoir en mettant l'esquisse et la somme sous mes yeux aussitôt que vous pourrez la faire exécuter.

Votre ami,

FRANKLIN A LIVINGSTON.

Passy, 4 mars 1782.—Je vous adresse ci-jointe une esquisse pour l'emblème que vous me parlez. Cela me rappelle une médaille que j'ai eu la pensée de frapper depuis le récent événement que vous m'avez annoncé—représentant les Etats-Unis par la figure d'un Hercule enfant au berceau, étouffant les deux serpents, et la France, par celle de Minerve, veillant sur lui, avec la pique et le bouclier, et sa robe semée de quelques fleurs de lys. La destruction de deux armées entières dans une seule guerre est une chose qui ne rarement arrivé, et qui présage la force future de notre empire croissant.

LIVINGSTON A FRANKLIN.

Philadelphie, 30 mai 1782.—Je suis charmé de votre idée d'une médaille pour perpétuer le souvenir de York et de Saratoga. La pensée est simple, élégante, et elle exprime le sujet d'une manière expressive. Je ne puis pourtant m'empêcher de dire qu'avant qu'elle puisse être exécutée votre Hercule sera devenu un nouvel emblème dans votre composition.

BENJAMIN FRANKLIN A ROBERT R. LIVINGSTON.

Passy, 13 août 1782.—Votre approbation de mon idée d'une médaille pour perpétuer le souvenir des victoire de York et Saratoga me fait plaisir et m'encourage à la faire frapper.

Je désire que vous me fassiez savoir quel est le genre de monument sur lequel les ambassadeurs en question doivent être appliqués,—s'il s'agit d'un obélisque ou d'une colonne,—ses dimensions,—s'il doit être garni de marbre avec les emblèmes sculptés en marbre, et si l'œuvre doit être exécutée par les excellentes artistes en ce genre que nous avons à Paris, et dans ce cas quel chiffre de dépenses ils doivent être limités.

A cette correspondance il faut ajouter celle échangée entre M. Livingston et M. de Luzerne, ministre plénipotentiaire de France aux Etats-Unis.

ROBERT R. LIVINGSTON A M. DE LA LUZERNE.

Office of Foreign Affairs, 2 novembre 1781.—Monsieur, c'est avec un plaisir particulier que j'obéis aux ordres du congrès en communiquant à votre excellence [illegible] afin de vous mettre à même de [illegible] les [illegible] alliés, et du mérite de leurs [illegible].

La confiance inspirée par l'estime dans laquelle sont tenus les [illegible] forment de nouveaux liens entre [illegible] nations que des intérêts réciproques [illegible] rapprochées. Dans [illegible] actes [illegible] ments je me flatte que les [illegible] du congrès vous seront [illegible] que vous communiquerez [illegible] Majesté Très Chrétienne. [illegible] offrir au comte de Grasse, [illegible], et, deux pièces de campagne [illegible] pour l'ennemi à York avec [illegible] de nature à montrer que [illegible] l'intention de la présente [illegible] la part illustre [illegible] la reddition.

LUZERNE A LIVINGSTON.

Philadelphie, 4 novembre 1781 — J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré le 2 de ce mois, avec les résolutions du congrès en date du 29 octobre.

Je ne doute pas qu'elles ne soient très agréables à Sa Majesté, et qu'elle n'apprenne avec plaisir que le souvenir des services rendus par les armées alliées sera conservé par l'érection d'une colonne sur laquelle sera inscrite une relation de cet événement, avec la mention de l'alliance.

Je serai heureux, avant que de nouvelles révolutions soient prises à ce sujet, de vous communiquer quelques idées relatives au monument en question. Il est tellement honorable pour les deux nations, et si propre à perpétuer le souvenir de leur union, que nous devons être également désireux de lui donner toute la solidité et toute la durée dont les ouvres des hommes sont susceptibles.

LIVINGSTON A LUZERNE.

6 novembre 1781.—Monsieur,—Ayant été honoré de votre lettre du 4 de ce mois, je remercie avec plaisir que le mode suivant lequel le congrès se propose de perpétuer le souvenir du succès obtenu par les armes alliées à York est, dans votre opinion, de nature à être agréable à Sa Majesté très Chrétienne. Comme le congrès doit désirer comme nous de rendre ce monument de l'alliance et des vaillantes militaires des forces combinées aussi durable que possible, de même que les avantages qui peuvent en être raisonnablement espérés, il aura, sans aucun doute, toute déférence pour les idées que vous pourrez lui suggérer relativement à la manière de mettre à exécution les résolutions du 28 octobre. Je recevrai donc, avec plaisir, et je soumettrai au congrès toute communication que vous voudrez bien me faire. Personne ne désire autant que moi le succès.

Une Succession de Quarante Millions.

Réclamation contre le gouvernement espagnol.

Dans notre numéro du 23 mars 1879 nous avons reproduit un extrait du *Journal officiel* du 7 février 1879, contenant le rapport favorable de la 6me commission de la Chambre des Députés sur une pétition des héritiers de Pierre Laporte, relative à leurs réclamations contre le gouvernement espagnol. Cette pétition avait été renvoyée au ministre des affaires étrangères avec recommandation. Il paraît que cette recommandation est restée sans effet, car nous trouvons dans le *Journal officiel* de décembre 1880, un rapport d'une commission du Sénat recommandant de nouveau la pétition au ministre. Il faut espérer que les nouvelles instances que va assurément manquer de faire le gouvernement français obtiendront enfin du gouvernement espagnol une note de justice, vainement réclamé depuis si longtemps. Voici l'extrait du *Journal officiel*, dans lequel toute l'affaire est exposée:

Extrait du "Journal officiel" de la République Française, No 248.

30 DÉCEMBRE 1880.—SÉNAT.
Session extraordinaire de 1880.)

CINQUIÈME COMMISSION.
(Formation du 25 mai 1880.)

M. DE LA SICOTIÈRE, rapporteur.

Pétition No 262 [du 7 juin 1880] déposée par M. le général Admé—M. Admé demande, faisant de pouvoirs des héritiers de Pierre Laporte, armateur, en faveur de la somme française le *Réparateur*, et de la réclamation d'indemnité de Cuba, démesurant à Bayonne, Hautes-Pyrénées, demande en faveur de règlement l'intervention du gouvernement de la République auprès du gouvernement espagnol, afin de faire obtenir aux héritiers qu'il représente l'indemnité qui leur serait due en vertu des articles 1 et 16 du traité de paix du 30 juillet 1814.

La date du traité dont le pétitionnaire indique les dispositions protectrices [30 juillet 1814], et partout celle des actes dans il invoque que l'auteur de ses mandants [est étoilée [1808]; l'importance de la somme qu'il réclame au gouvernement espagnol [plus de 40 millions, intérêts compris], rendaient cette réclamation difficile à concevoir au premier aspect; mais l'étendue des pièces dans à l'appui montre bientôt qu'elle est déjà fort ancienne, qu'elle a été débattue devant différentes juridictions avec une énergie et une connaissance que rien ne laissait, et que les questions soulevées et débattues [illegible] [illegible] [illegible]